

IMPORTATION DE BLÉ DE FRANCE

Une facture d'un milliard de dollars

L'Algérie devrait importer de France en 2008 pour environ 3,5 millions de tonnes de blé, soit une facture de plus d'un milliard de dollars d'importation. Ainsi, la France escompte satisfaire 50% des besoins de l'Algérie en blé au moins pour l'année en cours, le risque d'indisponibilité de cette production du fait de la crise financière se posant toutefois en 2009.

Chérif Bennaceur - Alger

(Le Soir) - Hier à Alger, l'association interprofessionnelle France Export Céréales a organisé les Rencontres 2008 franco-algériennes des céréales. Ces rencontres ont été marquées par la présence de plus de 250 participants dont les représentants d'une trentaine de sociétés françaises. Une occasion de faire le point sur la coopération tant économique que technique entre les deux filières céréalières.

Sur le plan de la coopération technique, France export céréales a engagé avec l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) un partenariat depuis 2004. Ce partenariat couvre l'échange d'informations, le renforcement des compétences techniques et la forma-

tion des cadres et techniciens. L'association interprofessionnelle française organise également depuis 2007 des sessions de formation en meunerie pour les minotiers du secteur privé national.

1,6 million de tonnes de blé français livrées en 2007-2008

Au cours de la campagne 2007-2008, la France a livré plus de 1,25 million de tonnes de blé tendre et 400 000 tonnes de blé dur. Ainsi, l'acheteur principal (OAIC) a déjà acheté, entre juin 2008 et septembre 2008, près de 2 millions de tonnes de blé tendre dont 80% d'origine française.

Se prévalant de la qualité du blé produit actuellement dans l'Hexagone et qui répond aux exigences de notre pays, un

représentant du syndicat français du commerce extérieur, Jean-Philippe Everling, a évoqué le «souhait» de son pays de satisfaire 50% des besoins de notre pays en blé.

L'Algérie : un acheteur important

D'autant que l'Algérie produit seulement 1,5 million de tonnes de blé. C'est un acheteur important puisqu'il importe pour 6 millions de tonnes dont 4,5 millions de blé tendre et 1,5 million de tonnes de blé dur.

En fait, les importations de l'Algérie (et du Maghreb) en blé proviennent à 50% du marché européen et français essentiellement. Elles progressent de plus 15 millions de tonnes, représentant 15% des flux internationaux. En effet, le Maghreb consomme chaque année plus de 10 millions de tonnes de blé tendre.

Le blé importé n'est pas touché par la crise

Selon Jean-Philippe Everling, les exportations françaises en blé vers le marché algérien sont estimées pour l'année 2008 entre 2,5 millions et 3 millions de tonnes de blé tendre et entre 400 000 et 500 000 tonnes de blé dur. Ce qui devrait représenter pour notre pays une facture d'importation de l'ordre de 1,05 milliard de dollars, à raison de 300 dollars la tonne.

Confiant sur la disponibilité du blé français pour l'année 2008, Jean-Philippe Everling l'était, cependant, moins pour l'année prochaine. Il n'y a pas d'impact direct de la crise financière internationale sur les exportations françaises vers notre pays, au moins à court terme, indiquera-t-il.

Mais en 2009, la crise affectera la production française

Pour ce syndicaliste, si la production céréalière française (37 millions de tonnes de blé moissonné en 2008) peut satisfaire les besoins de ses clients à l'exportation, cette même récolte risque de ne pas pouvoir l'assurer en 2009.

D'autant que, relèvera-t-il lors de son intervention, cette crise se traduit par un déficit de confiance et des problèmes de liquidités bancaires. D'où, pour des producteurs démobilisés, le risque de diminution tant des surfaces que des rendements de production, une tension sur les prix, le déclin des stocks aidant. Et cela même si le prix du baril baisse actuellement (aux alentours de 60 dollars), que le dollar s'apprécie par rapport à l'euro de plus de 15%, dans un contexte de forte volatilité et de tendance baissière. Mais aussi que le coût du fret diminue (de 65 dollars la tonne à 22 ou 25 dollars la tonne pour un bateau de 25 000 tonnes).

Le moment est «propice» pour l'Algérie

Pour ce cadre syndicaliste français, le moment s'avère cependant propice pour notre pays de développer son agriculture, notamment sa céréaliculture. A condition, cependant, que l'investissement «réel» soit le fait des Algériens, l'association interprofessionnelle française pouvant, selon Jean-Philippe Everling, contribuer en termes d'expertise notamment. En signalant que notre pays a importé, entre 2007-2008, pour 2,28 millions de tonnes de maïs dont 1,16 million proviennent des Etats-Unis. Et ce pour un prix de 210 dollars la tonne.

C. B.

PRODUCTION DE BIOCARBURANTS

L'utilisation du blé est «minime»

L'utilisation du blé dans la production de biocarburants est «minime», selon un représentant du syndicat français du commerce extérieur, Jean-Philippe Everling. Ce dernier s'est montré réfractaire à l'«idée reçue» selon laquelle le blé contribue fortement à la production d'agro-carburants. Ce qui n'est pas le cas pour le maïs, en déclin de production, certes, dans le monde mais dont 100 000 tonnes sont utilisées aux Etats-Unis pour la production d'éthanol. Concernant le blé, la production mondiale est évaluée à 676 millions de tonnes pour une consommation de 646 millions de tonnes. Théoriquement, le stock de fin de report devrait avoisiner les 150 millions de tonnes dans le monde en 2008-2009. Un stock en augmentation dont les deux tiers sont constitués de blé fourrager. Quant au maïs, la production mondiale est de l'ordre de 750 millions de tonnes pour une consommation avoisinant les 800 millions de tonnes. En outre, le stock mondial de maïs chute en 2008 à 120 millions de tonnes.

C. B.

HAMID TEMMAR À OXFORD BUSINESS GROUP

30 banques étrangères attendent leur agrément

Une trentaine de banques étrangères attendent leur agrément, selon le ministre de l'Industrie, Hamid Temmar, qui confirme la volonté du gouvernement de privatiser environ 30% de la BDL.

Dans une interview accordée à Oxford Business Group, le ministre de l'Industrie et de la Promotion des investissements (MIPI), Hamid Temmar, a indiqué que «30 banques étrangères attendent toujours leur agrément auprès de la Banque d'Algérie». C'est qu'«en raison de la demande, la Banque centrale avait besoin d'un certain temps pour s'adapter», explique Hamid Temmar.

Tout en se déclarant satisfait de l'expansion de certaines banques privées telles que Société générale et BNP Paribas à plus de 30 agences. Par ailleurs, M. Hamid Temmar a indiqué que le gouvernement vient de «faire un pas en avant en permettant aux banques d'offrir des services islamiques».

Cela étant, le ministre de la Promotion des investissements confirme la stratégie de privatisation partielle du secteur bancaire public.

Commencer par privatiser 30% de la BDL

A ce propos, M. Hamid Temmar a indiqué que «des parts du Crédit populaire

d'Algérie (CPA) devaient être cédées, mais quelques-unes des banques qui ont manifesté un intérêt se sont retirées du processus, principalement à cause de la crise des subprimes». C'est la raison pour laquelle «nous avons estimé qu'il valait mieux attendre jusqu'à ce que la situation monétaire internationale se stabilise», dira-t-il. Néanmoins, M. Hamid Temmar confirme la volonté de privatiser 30% de la Banque de développement local (BDL). «Nous espérons présentement commencer, avec prudence, par la privatisation d'environ 30% de la BDL», assure-t-il.

Le secteur bancaire public restera

Evoquant le développement du secteur bancaire algérien, M. Temmar a affirmé que «nous devons lancer des privatisations en vue de réduire le gap entre les banques publiques et privées». Cela même si «un secteur bancaire public robuste doit rester pour prendre soin des revenus de l'Etat. Le secteur bancaire privé fera des profits et mettra les banques

publiques en situation de concurrence. Cela a besoin de trouver un équilibre», tiendra-t-il à préciser.

30 privatisations finalisées en 2008

«Nous n'avons pas de besoin réel pour hâter les privatisations, en raison des rentrées de nos hydrocarbures», avait-il assuré auparavant quant au processus global de privatisation qui, selon lui, «est très bien organisé» et vise non l'argent «mais la recherche de partenaires stratégiques et l'innovation». A ce propos, M. Hamid Temmar a indiqué la finalisation en 2007 de 68 privatisations totales, 13 partielles, 9 joint-ventures et 20 ventes d'actifs à des acheteurs privés. Environ 30 privatisations ont été finalisées, selon M. Temmar, en 2008. En outre, le ministre de l'Industrie a indiqué que le gouvernement travaille «présentement à la mise en place d'un secteur de marché des capitaux et nous en avons finalisé les études».

Vers des partenariats public/privé dans la pétrochimie

Ainsi, «nous avons identifié une entreprise publique : la Sofinance, qui est déjà opérationnelle et deviendra la banque d'investissement qui aidera les

investisseurs dans les différentes régions». Concernant l'investissement dans les secteurs de la pétrochimie, l'industrie lourde et l'agroalimentaire, M. Hamid Temmar a affirmé que «très peu d'entreprises y investissent apparemment et le secteur public reste dominant, non parce que nous voulons laisser les choses en l'état, mais parce qu'il n'y pas de compétition».

D'où la décision de «créer de nouveaux partenariats stratégiques public/privé pour développer ces secteurs.

Donner de l'argent au secteur privé

Egalement, l'interviewé a indiqué que, dans le contexte du démantèlement tarifaire avec l'Union européenne, «l'Etat commencera à mettre de l'argent pour aider les entreprises privées algériennes à devenir plus compétitives» et «permettre leur survie».

D'où la nécessité de la mise à niveau (envoi d'experts pour auditer ces entreprises, évaluer leurs besoins et les assister par des recommandations et des investissements). Cette mise à niveau, selon Hamid Temmar, concernera 2 500 entreprises identifiées durant les trois prochaines années.

C. B.

LA BANQUE EXTÉRIEURE D'ALGÉRIE DRESSE SON BILAN POUR 2007

Des bénéfices nets de 229 millions de dollars US

Les ressources de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) ont progressé en 2007 de 49% par rapport à l'année 2006. Cette évolution a été réalisée grâce à l'augmentation des revenus de la Sonatrach (principal client de la BEA), des crédits accordés aux particuliers et aux petites et moyennes entreprises (PME). Le rapport annuel établi par la BEA a fait ressortir des bénéfices nets de l'ordre de 16,51 milliards de dinars en 2007, soit une augmentation de 10,3 milliards de dinars par rapport à 2006. Autrement dit, cette progression est de 166% et cela a permis à cette banque de contribuer à la fiscalité à hauteur de 16 milliards de dinars. «En trois ans, le bénéfice net de la banque a évolué de 15,31 milliards de dinars, soit une contre-valeur de 229 millions de dollars US», note le même document. La masse du bilan de cette banque a donc pu doubler pour s'établir à 2 115 milliards de dinars en 2007 alors qu'elle ne dépassait pas les 1 490 milliards de dinars en 2006. Ces résultats, jugés satisfaisants par les responsables de la Banque extérieure d'Algérie, ont été réalisés grâce aux crédits accordés aux particuliers et au PME. Les crédits à l'économie sont évalués en 2007 à 643,7 milliards de dinars, soit une progression de 17% par rapport à l'exercice de 2006, représentant une valeur de 100 milliards de dinars. Durant la même période, les crédits accordés à la PME sont passés de 116 à 199 milliards de dinars, c'est-à-dire presque le double en une année. «Le financement de la revente en l'état n'a représenté que 10% de ce volume de financement», et il n'a concerné, selon le rapport de la BEA, que «les secteurs jugés stratégiques (les médicaments, les céréales, les engrais et le rond à béton)». Mais ce sont surtout les financements accordés au secteur de l'immobilier qui ont enregistré une évolution de 500% en un seul exercice, celui de 2007 durant lequel les particuliers ont pu bénéficier d'un financement dépassant les 3,8 milliards de dinars. En 2006, la BEA n'a accordés aux particuliers que 622 millions de dinars pour le financement de leurs opérations immobilières. En matière de commerce extérieur, le bilan de la BEA fait état d'une progression de 7,7 milliards de dollars US, passant de 3,6 à 11,3 milliards de dollars US en l'espace de trois ans. Avec de tels résultats, «la banque conforte sa position de leader dans le commerce extérieur», affirme Hocine Abed, conseiller auprès de président-directeur général de la BEA qui était absent lors de la présentation du bilan de cette banque. Les titres à exportation ont, eux aussi, évolué entre 2005 et 2007. Ils sont passés de 38,4 à 53,6 milliards de dollars US durant cette même période, soit une augmentation de l'ordre de 15,3 milliards de dollars US par rapport à l'année 2005. Par ailleurs, les filiales et participations internationales de la banque en Europe, en Grande-Bretagne et dans les Emirats arabes unis ont rapporté à la BEA plus d'un milliard de dinars. Les montants rapatriés par cette banque ces trois dernières années sont estimés à 516 millions de dinars, soit une contre-valeur de 7,6 millions US. Ils sont en effet passés de 8 à 15,6 millions de dollars US entre 2005 et 2007. Concernant le volet de la bancarisation de la clientèle, la BEA a réussi de gagner la confiance de 125 000 clients, ce qui porte le nombre de comptes ouverts à près de 1,3 million. Ce nombre a dépassé, selon les responsables de la BEA, les objectifs fixés par cette banque qui justifie cette performance par «les efforts déployés par les agences et la bonne démarche commerciale». Au final, les bons résultats enregistrés par la BEA auraient pu être meilleurs s'il n'y avait pas eu une dévaluation du dollars US, note M. Kessassa Saïd, vice-président-directeur général.

Lyès M.

CRISE FINANCIÈRE INTERNATIONALE

Le gouvernement installe une commission de suivi

Le ministre des Finances a annoncé, hier, l'installation d'une commission chargée de suivre la crise financière internationale. «Cette commission est composée de cadres des ministères des Finances et de l'Energie ainsi que de la Banque centrale. Son rôle consiste à analyser et à suivre la crise internationale. Elle devra également informer le gouvernement de la situation à travers des rapports hebdomadaires», a affirmé M. Karim Djoudi en marge d'une plénière du Conseil de la nation. Le ministre des Finances reste, toutefois, très optimiste puisqu'il a estimé que l'Algérie tire profit de cette crise qui paralyse le monde. Il base son analyse sur la baisse des prix des matières premières. Pour ce qui est de la baisse du prix du pétrole brut, M. Djoudi a expliqué que l'Algérie subirait un déficit budgétaire que si le baril passait sous la barre des 37 dollars.

T. H.